



ASSEMBLÉE NATIONALE

9ème législature

Enseignants

Question écrite n° 5264

Texte de la question

M Jean Rigaud attire l'attention de M le ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, sur la demande du Collège national des généralistes enseignants, relative à la création d'un statut d'enseignant de médecine générale. La médecine générale est reconnue aujourd'hui par la loi de 1982 et dans les faits, comme une discipline de recherche et d'enseignement au même titre que les autres disciplines médicales. Le développement de programmes d'enseignement et de recherche aux différentes étapes du cursus des études médicales, en particulier dans le troisième cycle, programmes conçus et mis en œuvre par des généralistes, exige que cette discipline et ses enseignants disposent de la plénitude des droits et moyens universitaires. Il s'agit là d'une étape décisive et inéluctable de la rééquilibration du système de santé et de la formation universitaire des médecins français, à l'instar de la plupart des pays de la Communauté européenne. Dans le cadre de l'harmonisation nécessaire de toutes les filières d'enseignement supérieur en vue de la construction de l'Europe, il lui demande s'il n'envisage pas de prendre en compte la demande du Collège national des généralistes enseignants et d'élaborer rapidement un statut d'enseignant de médecine générale.

Texte de la réponse

Reponse. - Les conditions dans lesquelles les étudiants en médecine peuvent effectuer un stage auprès d'un médecin généraliste ont été définies par le décret no 81-364 du 15 avril 1981. L'arrêté du 15 avril 1981, pris en application du décret no 81-367 du 15 avril 1981 relatif à l'indemnisation des maîtres de stage, en a fixé le montant à 110 F par demi-journée. Cette indemnité n'avait pas été revalorisée jusqu'à cette année. Il est prévu de la porter à 130 F pour l'année universitaire 1988-1989. Les médecins généralistes participent d'autre part à l'enseignement théorique du troisième cycle de médecine générale. Les UFR médicales ont été dotées à cet effet d'une subvention forfaitaire de 500 heures complémentaires d'enseignement, réservée aux généralistes-enseignants. Cette subvention est répartie sur proposition de la commission du troisième cycle de médecine générale - ou du département d'enseignement et de recherche de médecine générale lorsque celui-ci se substitue à la commission - dans laquelle les généralistes-enseignants sont représentés, le plus souvent à parité avec les enseignants-chercheurs. Les généralistes-enseignants, qui perçoivent une rémunération, sous forme d'heures complémentaires, peuvent être recrutés en tant que chargés d'enseignement, conformément aux dispositions du décret no 86-555 du 14 mars 1986. Aucune amélioration du statut des médecins généralistes-enseignants n'a été réalisée entre cette date et mai 1988. Dans le courant de l'été 1988, le Gouvernement a affiché son souci de promouvoir la médecine générale. La loi no 89-18 du 13 janvier 1989 vient d'ailleurs de rétablir la qualification en médecine générale, qui avait été supprimée par la loi no 87-588 du 30 juillet 1987. Parmi les différentes mesures qu'il compte mettre en œuvre figure la reconnaissance de la spécificité universitaire de la médecine générale. Toutefois, avant d'aller plus loin en ce domaine, le Gouvernement a estimé indispensable de dresser le bilan de la formation en médecine générale. C'est dans ce sens que travaille la mission dirigée par M André Lachaux, dont le rapport devrait être remis aux ministres de tutelle avant la fin du mois d'avril 1989. C'est sur la base de ce bilan que seront proposées, après une large concertation, les mesures nécessaires pour améliorer la formation des étudiants.

Données clés

Auteur : [M. Rigaud Jean](#)

Circonscription : - Union pour la démocratie française

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 5264

Rubrique : Enseignement superieur : personnel

Ministère interrogé : éducation nationale, jeunesse et sports

Ministère attributaire : éducation nationale, jeunesse et sports

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 14 novembre 1988, page 3201